

Des choix difficiles : admissibilité des pays et droits de la personne

1. Un nouveau cadre d'admissibilité

La population du monde en développement dépasse les quatre milliards d'habitants. Si on attribuait l'aide canadienne à chacun d'entre eux de façon égale, elle s'élèverait à environ 65 cents par personne, par année. Il est bien évident qu'une telle somme ne changerait rien à la vie des personnes concernées et qu'il vaudrait mieux accorder cette aide sous forme de programmes et de projets qui concentrent les efforts et ont un plus grand impact sur les conditions de vie des populations.



Photo: ACDI - ECHO Canada - L'Asie

Des choix doivent donc être faits.

Un programme d'assistance au développement comporte inéluctablement une prise de décisions difficiles. On compte plus d'une centaine de pays en développement. Chacun fait face à des problèmes concrets et la majorité d'entre eux accueilleraient favorablement des liens très étroits avec le Canada dans le cadre de l'aide au développement.

Doit-on aider les pays qui fournissent les plus grands efforts de développement? Doit-on plutôt se tourner vers les pays les plus pauvres, même si leurs gouvernements ont des difficultés à mener à bien des programmes de développement? Doit-on tenir compte des liens privilégiés qu'a le Canada avec certains pays? Doit-on fonder nos décisions relatives à l'aide sur des principes tels que l'accroissement de nos propres exportations vers les pays en développement? Doit-on considérer tous les pays sur un pied d'égalité sans tenir compte de la qualité de nos relations diplomatiques et politiques? Faut-il tenir compte du statut des femmes dans ces pays? De celui des minorités religieuses? Du sort réservé aux dissidents politiques? Quelle est la position

à adopter au sujet des droits de la personne: une question qui tient tant à coeur aux Canadiens?

On retrouve plus de personnes vraiment démunies dans le nord-est du Brésil, ou encore en Inde, que dans l'ensemble de l'Afrique francophone. Cet élément doit-il influencer le choix des pays avec lesquels le Canada devrait coopérer? Doit-on poursuivre les efforts entrepris auprès des pays qui remportent déjà un certain succès dans leur processus de développement, ou faut-il les écarter au profit des plus pauvres dès que des résultats positifs apparaissent? Doit-on cesser d'aider les pays dont on n'approuve pas les politiques nationales ou le manque de détermination dans le processus d'élimination de la pauvreté?

L'élaboration des politiques qui influencent le choix des pays admissibles à l'aide canadienne, soulève toutes ces questions et bien d'autres encore.

Ces dernières années, le gouvernement a rendu public un cadre d'admissibilité comportant cinq catégories différentes pour les pays en développement. Chaque catégorie indiquait le type d'APD canadienne qu'un pays pouvait recevoir, et par quels